

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
21 décembre 2018
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 19^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 29 novembre 2018, à 10 heures

Président : M^{me} Bird (Australie)
*Vice-Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires :* M. Sene

Sommaire

Point 136 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019
(suite)

*Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales,
aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées
par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité (suite)*

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 136 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019 (suite)

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité (suite)

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (A/73/352/Add.4 et A/73/498/Add.4)

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (A/73/352/Add.5 et A/73/498/Add.5)

1. **M. Ramanathan** (Contrôleur par intérim), présentant le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour 2019 (A/73/352/Add.4), dit que le montant de ces dernières s'élève à 141,5 millions de dollars, soit une diminution nette de 7,2 millions de dollars par rapport au montant approuvé pour 2018. Cette variation s'explique principalement par la baisse des dépenses prévues au titre du personnel recruté sur le plan national, qui est due à la diminution nette proposée de 28 postes temporaires d'agent local et à la mise en place d'un nouvel accord de partage des coûts entre la MANUA et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies. Elle s'explique également par le désengagement de conseillers militaires et de police suite à un examen stratégique de la Mission.

2. L'intervenant, présentant le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) pour 2019 (A/73/352/Add.5), dit que le montant de ces dernières s'élève à 105,8 millions de dollars, soit une diminution nette de 2,8 millions de dollars par rapport au montant approuvé pour 2018. Cette variation s'explique par la diminution des dépenses au titre du personnel militaire et de police, qui tient essentiellement au recouvrement des coûts au titre des services fournis à l'équipe de pays des Nations Unies, et par la diminution des dépenses de personnel civil, due à une réduction nette de 52 postes temporaires du fait de la restructuration de la Mission et de la suppression de postes d'agents de sécurité financés sur la base du partage des coûts.

3. **M. Sene** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur la

MANUA (A/73/498/Add.4), dit que le Comité recommande d'approuver les effectifs demandés pour la Mission pour 2019, tout en comptant que tous les postes vacants seront pourvus dans les meilleurs délais. Il recommande de réduire les ressources demandées au titre des installations et infrastructures et au titre des voyages et compte que l'externalisation des services de sécurité n'aura pas d'incidence sur la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux. Il note que des informations concernant les dépenses et les explications y relatives devront figurer dans les prochains projets de budget de la MANUA.

4. Le Comité consultatif rappelle que le Bureau d'appui commun de Koweït a été créé pour répondre à un impératif de sécurité en Iraq, puis étoffé pour relocaliser un certain nombre de fonctions d'appui de la MANUA et d'autres missions. Il rappelle que, conformément à la résolution 70/248 A de l'Assemblée générale, tout changement apporté au dispositif actuel et futur de prestation de services doit recevoir l'approbation de cette dernière.

5. L'intervenant, présentant le rapport du Comité consultatif pour la MANUI (A/73/498/Add.5), note que les ressources demandées pour la Mission en 2019 permettraient de financer le déploiement de 245 militaires, soit le même nombre que l'année précédente, et de 800 civils, soit 52 de moins que l'année précédente. Le Comité consultatif recommande d'approuver les effectifs proposés pour la Mission, à l'exception d'un des trois postes temporaires de spécialiste des droits de l'homme (administrateur recruté sur le plan national), en l'absence d'informations détaillées sur la charge de travail et d'une définition claire des fonctions pour les postes proposés. Il recommande en outre de réduire le montant des ressources demandées au titre des consultants et des voyages. Il se félicite de la diminution des ressources nécessaires pour les opérations aériennes en 2019 par rapport à 2018, due à des accords de partage des coûts conclus avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen.

6. Dans son rapport principal sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité, le Comité consultatif a formulé des observations sur les changements structurels qu'il est proposé d'apporter au bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé du développement et des affaires humanitaires, qui reflètent un changement progressif de l'orientation de la MANUI, qui passe des préoccupations humanitaires et de la gestion des situations d'urgence à une approche

d'avantage axée sur le développement. Le Comité consultatif souligne en outre que tout appui administratif fourni par la MANUI à la nouvelle Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes pour ses opérations en Iraq doit donner lieu à remboursement. Enfin, il rappelle qu'à son avis, il est possible d'améliorer certains indicateurs de succès, de façon qu'ils reflètent mieux les résultats que les entités des Nations Unies peuvent obtenir et les activités pour lesquelles on peut leur demander des comptes.

7. **M. Al-dabag** (Iraq) dit que les missions politiques spéciales jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de l'ONU. Sa délégation est reconnaissante aux États Membres qui ont contribué au financement des missions politiques spéciales en général et de la MANUI en particulier, et son gouvernement continuera d'aider la Mission à s'acquitter de son mandat.

8. La MANUI doit être dotée des ressources financières nécessaires et doit gérer ses ressources humaines de manière appropriée afin de pouvoir s'acquitter efficacement de ses tâches. Le Gouvernement iraquien n'appuiera aucune réduction des ressources financières de la Mission ni la suppression de postes d'agent recruté sur le plan national au sein de celle-ci, car de telles mesures pourraient perturber ses activités. En effet, le projet de budget de la MANUI pour 2019 risque d'entraver la capacité de la Mission de s'acquitter de ses responsabilités et de compromettre le respect des dispositions du paragraphe 11 de la section II de la résolution [72/262 C](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié instamment le Secrétaire général de continuer de privilégier la solution consistant à transformer les postes existants en postes soumis à recrutement national au sein de la MANUI. Il est regrettable qu'aucun progrès n'ait été fait dans l'application de ce paragraphe en 2018 et que le rapport du Secrétaire général ([A/73/352/Add.5](#)) ne contienne ni de plan détaillé pour sa mise en œuvre ni d'informations sur les efforts faits pour renforcer les capacités locales de la Mission. Le Gouvernement iraquien a demandé la prorogation du mandat de la MANUI jusqu'au 31 mai 2019, conformément à la résolution [1770 \(2007\)](#) du Conseil de sécurité, demande que le Conseil a appuyée dans sa résolution [2421 \(2018\)](#).

La séance est levée à 10 h 20.